

Renforcement des moyens de subsistance et résilience alimentaire des ménages ruraux : le rôle du Fonds d'appui à l'Innovation Locale (FIL) au Nord-Bénin

Georges DJOHY^{1*}

Akpé Abdias DOSSOU¹

Kérine Giovania LOHOUNME¹

*1. Unité de Recherche sur les Systèmes Agro-Pastoraux, Humanitaires et Alimentaires (UR-SAPHA), Ecole Nationale de Statistique, de Planification et de Démographie (ENSPD) Université de Parakou, Bénin
gdjohy@gmail.com*

Résumé

Dans les zones rurales du Bénin, les ménages restent confrontés à une forte précarité des moyens de subsistance et à des difficultés d'alimentation suffisante, en raison d'un accès limité au financement agricole. Cela restreint leurs capacités d'investissement, freine l'adoption d'innovations productives et compromet durablement leur sécurité alimentaire. Dans ce contexte, le Fonds d'Appui à l'Innovation Locale (FIL) a été instauré dans deux communes du Nord-Bénin (Bembéréké et Tchaourou) comme mécanisme alternatif destiné à soutenir la créativité paysanne et à renforcer les capacités d'innovation des petits producteurs. Cette étude analyse l'influence du FIL sur les pratiques alimentaires et les stratégies de subsistance des bénéficiaires. Une approche mixte a permis de collecter des données auprès de treize bénéficiaires sur l'usage du financement et ses effets. Les résultats montrent que le FIL a permis l'acquisition d'équipements de production, l'accroissement de la productivité agricole et l'amélioration des revenus. Sur le plan alimentaire, les ménages présentent une consommation calorique adéquate, une diversité satisfaisante et une part réduite des dépenses alimentaires, traduisant une sécurité alimentaire acceptable. Malgré certaines limites (montant modeste, accompagnement restreint), le FIL contribue à améliorer la sécurité alimentaire et à consolider durablement les moyens de subsistance ruraux.

Mots clés : *Financement agricole, FIL, sécurité alimentaire, moyen de subsistance, zones rurales.*

Abstract

In rural areas of Benin, households continue to face significant livelihood insecurity and difficulties in obtaining sufficient food due to limited access to agricultural financing. This restricts their investment capacity, hinders the adoption of productive innovations, and sustainably compromises their food security. In this context, the Local Innovation Support Fund (LISF) was set up in two municipalities in northern Benin (Bembéréké and Tchaourou) as an alternative mechanism aimed at supporting farmer creativity and strengthening the innovation capacity of smallholders. This study analyzes the influence of the FIL on the food practices and livelihood strategies of the beneficiaries. A mixed approach was used to collect data from thirteen beneficiaries on the use of financing and its effects. The results show that the FIL has enabled the acquisition of production equipment, increased agricultural productivity, and improved incomes. In terms of food, households have adequate caloric consumption, satisfactory diversity, and a reduced share of food expenditures, reflecting an improvement in their food security. Despite some limitations (modest amount, limited support), the FIL helps improve food security and sustainably strengthen rural livelihoods.

Keywords: Agricultural financing, LISF, food security, livelihood, rural areas

Introduction

L'accès aux services financiers est essentiel pour le développement rural, car il permet aux populations pauvres de gérer les flux de trésorerie de leur ménage, de lancer de nouvelles activités agricoles et de créer de petites entreprises (Akinlo 2014, p.77). De plus, un système financier inclusif permet aux populations rurales, de produire (constitution d'actifs et de fonds de roulement); d'acheter des intrants agricoles; d'embaucher de la main-d'œuvre pour les plantations et les récoltes ; de gérer les flux de revenus en saison de pointe pour couvrir les dépenses durant la basse saison; et de faire face aux urgences (OIT, 2019, p. 2). Malgré, les avantages que présente l'inclusion financière pour l'amélioration de l'agriculture, la majorité des populations dans les pays en développement est exclue du secteur financier (Rakesh, 2006,

p.1305). Selon le rapport du premier Forum du Partenariat mondial du G20 pour l'inclusion financière (GPFI), plus de 2 milliards d'adultes dans le monde sont exclus des services financiers et des millions de micro-, petites et moyennes entreprises (MPME) rencontrent de sérieux obstacles pour accéder aux services financiers (AFI, 2012, p.1). Selon le rapport annuel sur la situation de l'inclusion financière dans l'UEMOA, au cours de l'année 2021, l'indice d'inclusion financière du Bénin est passé de 0,479 en 2016 à 0,667 en 2021 (DGPD, 2023, p.6). Cette variation de l'indice d'inclusion financière montre que le Bénin a connu une progression significative de son niveau d'inclusion financière entre 2016 et 2021, renforçant ainsi l'accès de sa population aux services financiers formels. Cependant, le niveau reste encore relativement faible et révèle la nécessité de renforcer davantage l'accès aux services financiers, notamment pour les populations rurales qui sont généralement exclues des services financiers formels (Akpa et al., 2020, p.4). Plusieurs raisons telles que le manque de confiance aux IMF, les taux d'intérêt trop élevés, les garanties exigées, la période de déblocage et la durée du crédit, l'insuffisance des crédits alloués; les délais de remboursement qui sont incompatibles avec les exigences de l'activité agricole, et l'impossibilité d'avoir un différé dans le remboursement expliquent cette exclusion des communautés rurales au Bénin (Sossou, 2015, p.84-p87). Les conditions offertes par les mécanismes de financement actuels ne favorisent pas le développement du secteur agricole et l'amélioration des conditions de vie des populations en milieu rural. Il s'avère donc nécessaire de repenser le financement des activités agricoles et de définir un mécanisme de financement pérenne et durable accordant plus d'attention aux intérêts des agriculteurs (Sossou, 2015, p.3 & Prolinnova, 2020, p.1).

Comme mécanisme, on retrouve des instruments tels que le Fonds d'appui à l'Innovation Locale (FIL), les fonds d'actions

(FA), qui visent à offrir aux individus généralement exclus des services financiers ruraux complexes, une source alternative facile, directe et en vue d'une autonomisation économique réelle (Djohy et Lohounmè, 2024, p.143-144). Mais ces mécanismes alternatifs contribuent-ils réellement à répondre de façon efficace aux besoins des communautés locales ? Quels sont les effets de ces mécanismes sur les bénéficiaires ? Notre étude s'intéresse spécifiquement au FIL fourni par la plateforme nationale de promotion de l'innovation locale au Bénin (Prolinnova Bénin), dans le cadre de son projet « d'expansion de la promotion de l'innovation locale pour la sécurité alimentaire et une nutrition saine afin de renforcer la résilience en mettant l'accent sur les femmes » (ELI-FaNS, 2023-2025, p.1).

En effet, le FIL est un dispositif porté à l'échelle internationale par le réseau international Prolinnova qui promeut l'innovation locale en agriculture écologique et en gestion des ressources naturelles (GRN), en rêvant d'un « monde où les femmes et les hommes agriculteurs jouent un rôle décisif dans les processus d'innovation en agroécologie et en gestion des ressources naturelles pour des moyens de subsistance durables » (Prolinnova, 2025). Il a été expérimenté pour la première fois au Népal, dans le cadre d'un projet dénommé « FAIR » (Farmer Access to Innovation Resources) (2006-2007), mis en œuvre sous la coordination de "Local Initiatives for Biodiversity, Research and Development" (LI-BIRD) (Prolinnova, 2020, p.1), avant d'être généralisé dans plusieurs initiatives du réseau, notamment en Afrique. C'est cette même approche de financement agricole alternatif qui est mise en œuvre par le projet ELI-FaNS au Nord-Bénin, dans le but de renforcer les capacités des petits exploitants agricoles, surtout les jeunes et les femmes, à innover dans le cadre de partenariats multi-acteurs favorisant l'expérimentation conjointe ou le développement

participatif d'innovation (DPI), en vue de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et l'autonomisation.

Cette recherche interroge la manière dont le FIL, dans ses modalités concrètes d'opérationnalisation, influence les pratiques alimentaires et les stratégies de subsistance des bénéficiaires. L'analyse est structurée autour de deux questionnements principaux : Premièrement, il s'agit d'examiner dans quelle mesure les mécanismes d'accès, de gestion et d'utilisation du FIL influencent les pratiques productives et les stratégies alimentaires des bénéficiaires. Deuxièmement, l'étude interroge les effets du FIL sur la diversification et la sécurisation des moyens de subsistance. Cette réflexion contribue à la littérature sur les mécanismes alternatifs de financement agricole et de soutien au développement, en analysant leurs effets différenciés sur les communautés rurales, notamment au regard des rapports sociaux et des inégalités structurelles.

L'article présente, dans un premier temps, le cadre conceptuel, théorique et méthodologique mobilisé. Il expose ensuite les principaux résultats empiriques issus de l'enquête de terrain. Ces résultats sont discutés à la lumière du cadrage théorique posé et de l'état de l'art relatif aux interrelations entre inclusion financière, moyens de subsistance et résilience alimentaire en milieu rural. Enfin, l'article se conclut par une synthèse des principaux apports de la recherche et une analyse de leurs implications pour les politiques publiques de financement agricole en Afrique.

1. Cadre conceptuel et théorique de l'étude

1.1. Fonds d'appui à l'Innovation Locale

Le concept de Fonds d'appui à l'Innovation Locale ou encore Facilité d'appui à l'Innovation Locale (FIL) – LISF en

anglais (*Local Innovation Support Facility*) est né en 2004 sous le nom “Innovation Support Funds” (ISF) lors d’un atelier tenu en 2004 qui a rassemblé neuf (09) pays du réseau international Prolinnova. Les discussions faites au cours de cet atelier ont examiné comment l’innovation locale pouvait être améliorée (Waters-Bayer et al., 2005, p.1-2). Ces discussions ont signalé l’insuffisance des mécanismes de financements existants et la nécessité de la reconnaissance de l’innovation locale des agriculteurs¹. Cela a amené à réfléchir à un moyen d’appui à ces innovations avec nécessité de financements flexibles et localement contrôlés (*Ibid.*). En 2020, le réseau Prolinnova a publié des lignes directrices qui présentent le FIL comme un mécanisme décentralisé de soutien à la recherche et à l’innovation locales menées par de petits agriculteurs, utilisant des fonds et d’autres formes de soutiens gérés au niveau communautaire (Prolinnova, 2012, p.1-2 ; Prolinnova, 2020, p.1). Ces fonds conçus pour aider les innovateurs locaux, incluant les femmes et les jeunes, à obtenir les informations pertinentes, l’assistance technique ou le matériel nécessaire pour conduire leur propre recherche et innovation, confèrent aux agriculteurs une flexibilité et une indépendance dans la réalisation de leurs expérimentations localement pertinentes, en s’appuyant sur leurs connaissances et leurs valeurs, tout en permettant d’engager un soutien externe pour cette recherche décentralisée. Le FIL implique un changement fondamental dans la manière dont le financement de la R&D est alloué (*Ibid.*). Il cherche à changer l’équilibre des pouvoirs dans la prise de décision concernant la recherche agricole locale, de sorte que les agriculteurs et les autres membres de la communauté soient ceux qui décident de ce qui sera recherché, comment et par qui.

¹ **Agriculteur** : à Prolinnova, le mot « agriculteurs » est utilisé comme un terme générique qui prend en compte les petits agriculteurs familiaux, les éleveurs, les exploitants forestiers, les pêcheurs artisanaux et les autres utilisateurs des ressources naturelles.

1.2. Sécurité alimentaire

Selon le Sommet mondial de l'alimentation de 1996, on parle de sécurité alimentaire lorsque :

« Tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique, social et économique à une nourriture suffisante, salubre et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins et préférences alimentaires et peuvent ainsi mener une vie saine et active. » (CFS, 2011, p.1)

La sécurité alimentaire repose sur quatre dimensions essentielles : la disponibilité, l'accès, l'utilisation et la stabilité (*Ibid.*) :

- Disponibilité suffisante de nourriture : C'est la quantité de nourriture disponible dans un pays ou une zone, en tenant compte de toutes les formes de production domestique et industrielle, ainsi que la balance des importations et exportations, l'aide alimentaire et les stocks.
- Accessibilité : C'est la possibilité pour tout ménage de pouvoir régulièrement acquérir la quantité nécessaire de nourriture, grâce à la combinaison de sources telles que sa propre réserve et la production, l'achat, le troc, le don, l'emprunt ou l'aide alimentaire.
- Utilisation appropriée de la nourriture : Il s'agit de l'utilisation de la nourriture au sein du ménage et de la satisfaction des besoins en éléments protéino-énergétiques et micronutriments des individus. L'utilisation de la nourriture tient compte des éléments

tels que la préparation de la nourriture, la situation sanitaire, l'hygiène, la variété de la diète, etc...

- Stabilité : dans le temps de la disponibilité, de l'accès et de l'utilisation de la nourriture.

Selon Ndiaye (2014, p.2.), les indicateurs liés à la fréquence et la diversité alimentaire, et le comportement alimentaire peuvent tous servir de variables de substitution pour mesurer la sécurité alimentaire en évaluant la consommation alimentaire actuelle en termes de qualité et de quantité (PAM, 2009, p.72). Pour analyser les effets de l'adoption des variétés améliorées de maïs sur la sécurité alimentaire du ménage de l'adoptant au Nord-Bénin, Yessifou et *al.* (2021, p.305) ont utilisé ces indicateurs qui sont aussi utilisés par la FAO, le PAM et l'USAID. Il s'agit du score de consommation alimentaire des ménages (SCAM), le score de la diversité alimentaire des ménages (SDAM) et la part des dépenses alimentaires (PDA).

Score de Consommation Alimentaire (SCA) : Il s'agit d'un indicateur de substitution qui reflète la diversité du régime alimentaire ainsi que la valeur (le contenu) en calories, en macronutriments et en micronutriments des aliments consommés et donc de l'accès à la quantité et à la qualité de l'alimentation (PAM, 2009, p.74.). Ce score repose sur la diversité du régime alimentaire, la fréquence de consommation et l'importance nutritionnelle relative des différents groupes d'aliments (Ndiaye, 2014, p.20).

Score de la Diversité Alimentaire des Ménages (SDAM) : Le SDAM vise à refléter, de manière instantanée, la capacité économique d'un ménage à accéder à des aliments variés (Kennedy et al., 2011, p.5). Cet indicateur permet de mieux refléter un régime alimentaire de qualité. Il est plus significatif

que de savoir que le ménage consomme quatre aliments différents qui pourraient tous être des céréales. La diversité alimentaire représente le nombre d'aliments ou groupe d'aliments consommés pendant une période de 24h (Ndiaye, 2014, p.20).

Part des Dépenses Alimentaires (PDA) du ménage : Elle mesure la part du budget dépensé pour l'alimentation par rapport au revenu total du ménage (Ndiaye, 2014, p.25.). Cet indicateur est basé sur le postulat que plus la part du budget consacrée aux aliments a de l'importance au sein du budget d'un ménage (relativement aux autres biens /services consommés), plus le ménage est vulnérable économiquement (PAM, 2014). Cet indicateur est pertinent pour la sécurité alimentaire puisque la structure des dépenses alimentaires influe sur la consommation alimentaire (Bocoum, 2012, p.2).

1.3. Moyens de subsistance

Le concept « Moyens de subsistance » est la traduction française du terme anglais « Livelihood » qui est (dérivé de *lifestyle*, « mode de vie »). Il désigne les activités qui permettent aux populations de subvenir à leurs besoins fondamentaux, comme manger, boire, se loger et s'habiller (UNHCR, 2014, p.4). Selon Ranaivomanana (2013, p.7), l'approche des moyens de subsistance durable trouve sa genèse du concept de la « *capability* » évoquée par Amartya Sen en 1999 dans son ouvrage « *Development as Freedom* » comme prisme de lecture de la pauvreté et des problèmes du développement. Pour Chambers & Conway (1992, p.7), les moyens de subsistance désignent les capacités, ressources, opportunités et activités nécessaires à la subsistance. Cela inclut par exemple les magasins, les terrains et l'accès aux marchés ou aux systèmes de transport. Chambers & Conway (1992, p.7-10) fondent une approche des moyens de

subsistance sur quatre (04) dimensions : la capacité, les actifs, l'activité et la durabilité.

- **Capacité** : Ce critère fait référence à l'aptitude du ménage à faire et à être. Il implique la santé du ménage, l'éducation, les compétences et les capacités d'adaptation, etc.
- **Actifs** : Ils comprennent les réserves, les ressources, les droits et les accès dont dispose le ménage. Ils peuvent être vus en cinq (05) catégories : humain, naturel, physique ou matériel, financier et social.
- **Activités** : Ce sont les activités économiques et sociales du ménage, celles-ci génèrent de la nourriture, de l'argent et d'autres biens pour satisfaire divers besoins du ménage.
- **Durabilité** : C'est la capacité des moyens de subsistance à résister aux chocs externes, se remettre rapidement des perturbations, maintenir ou améliorer les actifs et capacités dans le temps, sans compromettre les moyens de subsistance des autres.

Dans l'approche des moyens de subsistance durables, l'amélioration des moyens de subsistance des ménages peut être observée à travers le renforcement conjoint de divers capitaux productifs, notamment le capital financier, le capital physique ou matériel et la diversification des activités économiques (DFID, 1999, p.17). Le capital financier y joue un rôle structurant en conditionnant l'accès aux autres capitaux, car il peut se transformer en capital physique ou humain et aussi renforcer les activités économiques. Ces dynamiques conduisent à l'augmentation et à la stabilisation des revenus des ménages,

tout en renforçant leur résilience face aux chocs économiques et climatiques (Habib et al., 2023, p.145 ; Natarajan et al., 2023, p.2).

1.4.Financement agricole et moyens de subsistance

Le lien entre financement agricole et moyens de subsistance est généralement analysé comme un rapport causal où l'accès au crédit et aux services financiers permet d'accroître les actifs des ménages ruraux, de soutenir l'investissement productif, de lisser la consommation et de réduire la vulnérabilité, mais avec des effets différenciés selon la richesse, le genre et le contexte institutionnel (Illesanmi et al., 2024, p.290). L'effet de causalité du financement agricole sur les moyens de subsistance des ménages ruraux passe par plusieurs canaux bien identifiés (production, revenu, emploi, résilience, consommation), mais il est conditionné par les caractéristiques des ménages, la forme de financement et le contexte institutionnel (Siyoun, 2012, p.972-973). Les revues sur le microcrédit rural montrent que l'accès au crédit peut, de façon causale, accroître le revenu agricole, l'adoption de technologies et les actifs des ménages, lorsque le crédit est effectivement utilisé à des fins productives. Illesanmi et al. (2024, p.290.) ont démontré que l'accès au crédit améliore les moyens de subsistance des populations rurales dans les pays en voie de développement, en levant les barrières financières et en permettant des investissements dans des activités productives. Par exemple, en Ethiopie, l'utilisation du crédit a accru la productivité des cultures et le revenu annuel, démontrant un impact significatif sur les conditions de vie des petits exploitants agricoles (Lelisho & Lelisho, 2024, p.1).

Lawin et al. (2018, p.25) ont montré que l'accès au microcrédit bien conçu augmente l'investissement et le revenu agricole, mais que les effets sont très hétérogènes selon la taille de l'exploitation, le genre, et la qualité des produits. Des études de cas, comme celle de Mohammad (2025, p.20), indiquent que

le crédit agricole agit comme un « catalyseur » de productivité, de création d'emplois et d'amélioration des conditions socio-économiques dans les zones rurales, ce qui se traduit en meilleure sécurité alimentaire et accumulation d'actifs. Cependant, des travaux comme ceux de Siyoum (2012, p.957) en Éthiopie montrent que lorsque les ménages, contraints par l'insécurité alimentaire, utilisent le crédit pour financer la consommation courante, l'effet causal sur les moyens de subsistance peut être nul ou négatif à moyen terme (endettement, absence d'accumulation d'actifs). Cela souligne que le canal de transmission (consommation vs investissement) est déterminant pour la direction et l'ampleur de l'effet causal du financement.

De même, les travaux sur l'inclusion financière examinent des formes plus larges de financement (épargne, transferts, finance digitale, services bancaires) et leurs effets sur les moyens de subsistance. Mtindyak (2019, p.10) a montré une relation significativement positive entre inclusion financière et statut de moyens de subsistance des ménages ruraux en Tanzanie. L'accès aux services bancaires formels permet des changements positifs dans le revenu, l'épargne, la capacité à investir et la réduction de la pauvreté. Chhatre et al. (2023, p.1) ont prouvé que l'inclusion financière aide les ménages ruraux à mieux gérer les risques climatiques, en réduisant leur besoin de détenir des réserves de liquidités improductives et en libérant des ressources pour l'investissement ou la consommation. Ce mécanisme montre que la finance affecte non seulement les niveaux de revenu, mais aussi la structure du portefeuille d'actifs et la capacité de réponse aux chocs, ce qui est central pour les moyens de subsistance.

La littérature ainsi explorée, révèle un lien causal généralement positif entre financement agricole et moyens de subsistance ruraux, à travers l'accroissement des actifs, des investissements productifs, des revenus et de la résilience. Nous posons alors l'hypothèse que l'inclusion financière élargie,

matérialisée dans cette étude par le FIL, contribue au renforcement des moyens de subsistance des bénéficiaires en facilitant la gestion des risques climatiques, lorsque l'allocation et l'usage du financement sont prioritairement orientés vers la production.

1.5. Financement agricole et sécurité alimentaire

La littérature souligne de manière convergente le rôle central du financement agricole dans l'amélioration durable de la sécurité alimentaire. L'accroissement de la productivité et de la production agricole constituent un moyen sûr d'assurer la sécurité alimentaire et d'améliorer les conditions de vie en milieu rural. De même, l'amélioration des performances agricoles contribue à alléger les dépenses alimentaires des ménages par le biais de la baisse des prix des denrées de premières nécessités. Thorbecke et Jung (1996, p.299) soulignent qu'une croissance économique des zones rurales réduirait la pauvreté aussi bien dans les zones rurales que dans les zones urbaines. À l'échelle microéconomique, Kitwima Magembe & Bai (2025, p.97) montrent que l'accès au crédit agricole améliore significativement la productivité des petits exploitants, principaux producteurs de denrées alimentaires, en facilitant l'utilisation d'intrants productifs et l'adoption de technologies agricoles. Cette amélioration de la productivité contribue directement à la disponibilité alimentaire et à la réduction de la pauvreté rurale. L'étude d'Afolabi et al. (2021, p.16) au Nigéria a montré que les prêts bancaires agricoles, les fonds de garantie de crédit et les dépenses publiques agricoles exercent un effet positif et significatif à long terme sur la sécurité alimentaire, bien que ces effets soient non significatifs à court terme. Les auteurs établissent également une relation de causalité bidirectionnelle entre le crédit bancaire agricole et la sécurité alimentaire, confirmant l'interdépendance entre financement et production alimentaire. À l'échelle globale, les

crises alimentaires récurrentes et la persistance de l'insécurité alimentaire dans les pays en développement sont attribuées à des décennies de sous-investissement agricole, marquées par une forte contraction des financements publics et de l'aide internationale (AFD, 2012, p.5). Le rapport d'experts souligne que la satisfaction des besoins alimentaires futurs, dans un contexte de croissance démographique rapide, nécessitera un accroissement substantiel des investissements agricoles, estimés à 83 milliards USD par an, et le développement de mécanismes de financement innovants. L'ensemble de ces travaux converge vers l'idée que l'insuffisance du financement agricole constitue un frein majeur à la productivité, à la disponibilité alimentaire tandis que son renforcement apparaît comme une condition essentielle pour répondre aux défis alimentaires actuels et futurs. La figure 1 présente le cadre analytique reliant le financement agricole à la sécurité alimentaire, en passant par l'amélioration des moyens de subsistance et la réduction de la pauvreté rurale. Elle illustre les mécanismes par lesquels l'accès aux services financiers permet aux petits exploitants d'investir dans des technologies et intrants agricoles, d'accroître leur productivité qui se traduit par une amélioration de la sécurité alimentaire.

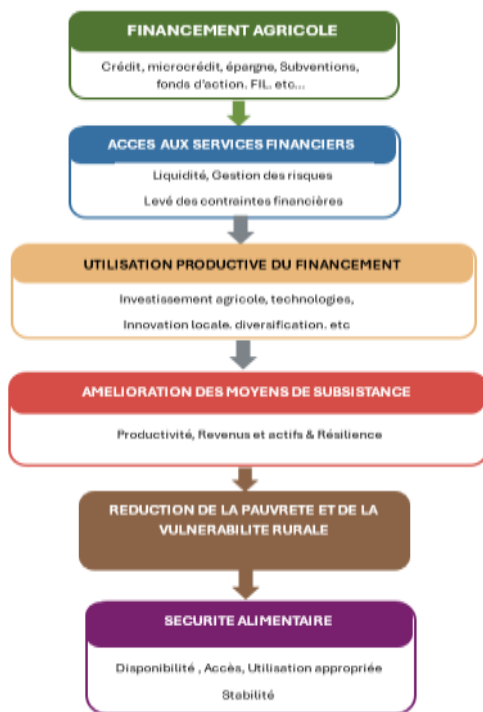


Figure 1: Chaîne d'impact du financement agricole sur les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire

Source : Conception des auteurs à partir de la revue de littérature

2. Cadre méthodologique de l'étude

2.1. Site de l'étude

L'étude a été menée sur les deux sites du projet ELI-FaNS dans le département du Borgou au Nord-Bénin : Guessou-Sud dans la commune de Bembéréké et Badékparou dans la commune de Tchaourou (Figure 2).

Bembéréké est limitée au Nord par la commune de Gogounou, au Sud par la commune de N'dali, à l'ouest par la commune de Sinendé et à l'est par les communes de Nikki et Kalalé (INSAE, 2016, p.11). Avec une superficie de 3106 km², elle compte environ 131255 habitants (66270 hommes & 64982 femmes) et contient 61 villages répartis en 5 arrondissements (INSAE, 2015, p.17 ; DGCS-ODD., 2019, p.118). La principale activité de cette commune est l'agriculture (74,2%), principalement la culture du coton qui structure l'économie locale (DGCS-ODD, 2019, p.118). L'élevage (bovins, ovins, caprins, volaille), le commerce et la restauration constituent des activités secondaires. L'agriculture et le commerce de céréales ainsi que les transformations agroalimentaires sont les principales activités des femmes (*Ibid.*).

Tchaourou est une commune de 223138 habitants (111576 hommes & 111562 femmes) (INSAE, 2015, p.19). Elle est la plus vaste commune du Bénin, avec 7256 km² de superficie (environ 6,5 % du territoire national), limitée au Nord par les communes de Parakou, N'Dali, et Pèrèrè, au Sud par la commune de Ouèssè, à l'ouest par les communes de Bassila et Djougou, et à l'est par le Nigéria (INSAE, 2016, p.14). Elle est constituée de 90 villages répartis en 7 arrondissements. Plus de 90% de sa population pratique l'agriculture comme activité principale (DGCS-ODD, 2019, p.104). La population pratique aussi l'élevage (bovins, porcins, caprins, volaille) et la transformation agroalimentaire. Les femmes privilégient l'agriculture, le petit élevage (ovins, caprins, volaille) et surtout la transformation agroalimentaire (beurre de karité, fromage au lait de vache, soja, manioc, igname).

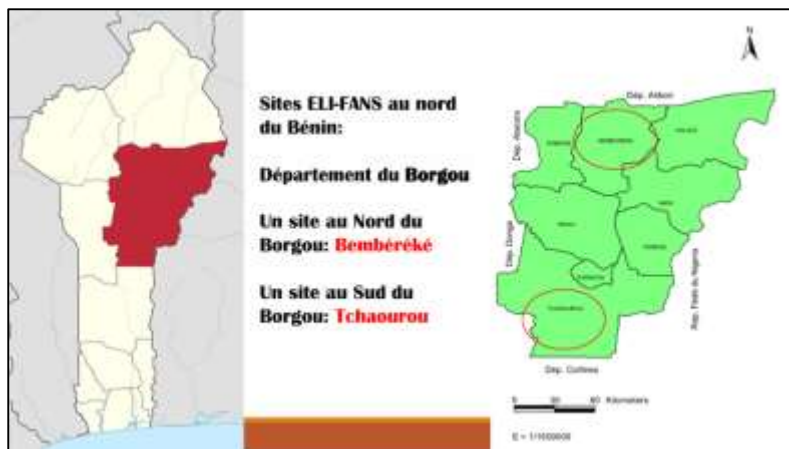


Figure 2: Sites de l'étude

Source : ELI-FaNS (2023, p.52)

2.2. Collecte et analyse des données

2.2.1. Collecte des données

L'étude concernait les bénéficiaires directs du Fonds d'appui à l'Innovation Locale (FIL) dans les communes de Bembéréké et Tchaourou, dans le cadre du projet ELI-FaNS. Sur un total de quatorze (14) innovateurs à raison de sept par site, treize (13) ont effectivement participé à l'enquête. Les données ont été recueillies à travers des entretiens semi-directifs individuels menés auprès de chaque bénéficiaire. A cet effet, un guide d'entretien a été élaboré et digitalisé sur KoboToolbox. Les données ont été collectées avec l'application mobile KoboCollect dans les villages de Wodora, Ina, Guessou-Sud et Bembéréké-Centre à Bembéréké, et dans les villages de Tchatchou, Badékparou et Koubou à Tchaourou.

En appui aux données de terrain, plusieurs documents ont été analysés, notamment la proposition de financement

d'ELI-FaNS, les rapports de demande et d'évaluation du FIL, les rapports annuels du projet ELI-FaNS de 2023 et de 2024, le rapport de capitalisation des processus d'expérimentation conjointe ou DPI conduits par le projet, ainsi que les lignes directrices publiées par le réseau Prolinnova sur le FIL. Ces sources ont permis de comprendre les mécanismes de sélection, d'attribution et de suivi du FIL.

2.2.2. Analyse des données

L'étude analyse principalement l'effet du FIL ; c'est-à-dire la capacité du dispositif à améliorer la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des bénéficiaires et le changement induit, notamment en termes d'autonomie. Les données qualitatives issues des entretiens ont été transcrites et soumises à une analyse thématique pour identifier les perceptions récurrentes. Les données quantitatives ont été traitées sous Excel pour produire des analyses descriptives à partir des indicateurs de sécurité alimentaire et d'amélioration des moyens de subsistance.

L'analyse des moyens de subsistance a consisté à évaluer comment le FIL influence les activités et les actifs (physiques et financiers) des bénéficiaires, c'est-à-dire, l'effet du renforcement du capital financier des bénéficiaires sur leurs actifs physiques et leurs activités économiques (DFID, 1999, p.27). Cette analyse s'est principalement basée sur la déclaration des bénéficiaires pour aboutir à une comparaison entre leurs revenus avant et après obtention du FIL.

L'évaluation de la sécurité alimentaire dans notre étude s'est reposée sur trois indicateurs quantitatifs estimés à partir des affirmations des bénéficiaires. Il s'agit du Score de Consommation Alimentaire (SCA), le Score de Diversité alimentaire des Ménages (SDAM) et la Part des Dépenses Alimentaires (PDA). Le SCA mesure la diversité et la qualité nutritionnelle de l'alimentation sur une période de sept jours en

évaluant la fréquence et la variété des groupes d'aliments consommés. Un score est attribué à chaque groupe d'aliment selon la distribution présentée dans le tableau 1 inspirée par divers travaux antérieurs (PAM, 2009, p.75 ; Ndiaye, 2014, p.5) :

Tableau 1: Groupe d'aliments pour le calcul du SCA

Aliments	Groupe d'aliments	Pondération (A)	Nombre de jours de consommation au cours des 7 derniers jours (B)	Note = A*B
Maïs, riz sorgho, mil, pain et autres céréales	Céréales et tubercules	2		
Manioc, pommes douces de terre et patates douces				
Haricots, pois, arachides en coques et noix de cajou	Légumes secs	3		
Légumes, condiments et légumes-feuilles	Légumes	1		
Fruits	Fruit	1		
Bœuf, chèvre, volailles, porc, œufs et poisson	Viande et poisson	4		
Lait, yaourt et autres produits laitiers	Lait	4		
Sucre et produits sucrés	Sucre	0.5		
Huiles, matières grasses et beurre	Huile	0.5		
SCA				<i>Somme des A × B</i>

Source : PAM (2009, p.75)

Le score maximal d'un ménage est 112 et signifie que les différents groupes d'aliments ont été consommés tous les jours au cours des sept derniers jours.

- un score inférieur à 21 indique une consommation alimentaire pauvre ;

- un score compris entre 21,5 et 35 reflète une consommation limite et ;
- un score supérieur à 35 traduit une alimentation acceptable.

Le SDAM complète l'analyse en mesurant le nombre de groupes d'aliments consommés sur une période de 24 heures. Il reflète la capacité d'un ménage à accéder à une alimentation variée et équilibrée. Le tableau 2 présente les groupes d'aliments considérés dans le calcul du SDAM et son mode de calcul.

Tableau 2: Groupe d'aliments pour le calcul du SDAM

	Groupe d'aliments	Aliments appartenant au groupe
1.	Céréales et tubercules	Riz, pâtes, pain/cake, sorgho, maïs, mil Patates, manioc, patate douce, taro et/ou autres racines
2.	Légumineuses	Haricots, pois, arachides, lentilles, noix, soja et / ou autres noix
3.	Légumes	Carotte, poivron rouge, courge, patate douce orange Epinards, brocolis, amarante et/ou autres feuilles vert foncé Oignon, tomates, concombre, radis, haricots verts, petits pois, salade, etc.
4.	Fruits	Mangue, papaye, abricot, pêche banane, pomme, citron, clémentine
5.	Viande et Poissons	Chèvre, bœuf, poulet, porc Poisson, thon en boîte inclus, escargot, et / ou autres fruits de la mer
6.	Lait	Lait frais, yaourt, fromage, et autres produits laitiers (Exclure Margarine / beurre ou les petites quantités de lait dans le lait/café)
7.	Huile	Huile végétale, huile de palme, margarine, autres graisses/huiles

Source : Ndiaye (2014, p.22)

Selon les normes du PNUD (2015, p.47), un score d'au moins quatre (4) groupes alimentaires traduit une diversité alimentaire acceptable.

Quant à la PDA, elle mesure la proportion des dépenses du ménage consacrée à l'alimentation :

- une PDA inférieure à 50% indique une faible vulnérabilité économique ;
- une PDA comprise entre 50 et 65% traduit une vulnérabilité économique moyenne.
- une PDA comprise entre 65 et 75% traduit une vulnérabilité économique élevée ; et,
- une PDA supérieure à 75% traduit une vulnérabilité économique très élevée.

3. Principaux résultats

3.1. Profil des bénéficiaires du FIL et utilisation des fonds

Le projet ELI-FaNS a accordé le FIL à 14 paysans innovateurs/paysannes innovatrices, à raison de 7 par site d'étude. Les innovations sont portées par des femmes et des jeunes ayant entre 24 et 54 ans, reflétant l'attention particulière portée à l'équité genre et à l'inclusion féminine. Elles se concentrent principalement sur la production animale et la transformation alimentaire, secteurs stratégiques pour la sécurité alimentaire et la génération de revenus. Les fonds accordés sont compris entre 40.000 et 200.000 FCFA. Les innovateurs utilisent généralement les ressources pour acquérir des équipements de production, acheter des matières premières de production et aussi insérer de nouvelles filières dans leurs activités existantes. Le tableau 3 présente les bénéficiaires avec leurs innovations, les montants reçus et l'utilisation faite des fonds.

Tableau 3: Présentation des innovations et du FIL

N°	Innovations	Porteurs	Sexe	Âge	Montant attribué	Utilisations des fonds	Commerci alisation	Innovation continuée
BEMBEREKE								
1	Yaourt de soja	Bénéficiaire 1	Masculin	24	120 000	Un moulin à soja, bouteilles pour emballage, étiquette	Oui	Oui
2	Transforma tion du karité en beurre aromatisé	Bénéficiaire 2	Féminin	52	60 000	Deux bassines, une grande marmite, deux bassines de beurre de karité, deux plastiques	Oui	Oui
3	Jus de cajou amélioré	Bénéficiaire 3	Féminin	24	80 000	Machine à capsules, un lot de 1000 capsules, deux bassines, seaux gradués, trois filtres	Oui	Non
4	Production de pesticides à base d'os	Bénéficiaire 4	Féminin	40	40 000	Arrosoirs, une brouette, autres dépenses (vinaigre et divers)	Non	Oui
5	Fabrication de terra preta et pesticide naturels	Bénéficiaire 5	Masculin	33	200.000	Équipement technique (machines de pyrolyse de sacs, moulins) ; matières premières (tiges, coques, etc.)	Non	Non
6	Utilisation du beurre de karité pour traiter la peste des volailles.	Bénéficiaire 6	Masculin	35	60.000	2 paquets de tôles ; 5 poules ; 3 coqs ; 10 pintades femelles	Non	Oui
7	Provende bio local pour production animale.	Bénéficiaire 7	Masculin	32	40.000	Sacs de son de riz ; son de soja ; sac de soja ; friture ; sacs de farine de néré ; bassines	Non	Non
TCHAUROU								
8	Adoption des poussins n°1	Bénéficiaire 8	Masculin	27	90 000	Tôle + pointe + main-d'œuvre ; aliment GVS 2 sacs de 25 kg ; 10 poules pondeuses ; produits vétérinaires	Non	Oui
9	Beignet d'arachide amélioré	Bénéficiaire 9	Féminin	35	115 000	Machine ; marmites ; écumeoires ; passoire en aluminium ; sacs d'arachides	Oui	Oui
10	Adoption des poussins n°2	Bénéficiaire 10	Masculin	32	90 000	Tôle usagée, pointe ; main-d'œuvre ; poules pondeuses et coqs ; vaccination et antibiotiques	Non	Oui
11	Elevage de porcins	Bénéficiaire 11	Masculin	32	95.000	Matières premières ; achat de porcs (2 femelles et un mâle), produits vétérinaires, tôle	Non	Oui
12	Fromage de soja amélioré	Bénéficiaire 12	Féminin	37	68.000	Marmites ; bassines ; deux douzaines de tamis ; un grand panier	Oui	Oui

13	Production et stockage d'aliments secours	Bénéficiaire 13	Masculin		40.000	Matière première (son de soja, pelures d'igname, manioc, etc.) ; 02 moutons (01 femelle + 1 mâle)	Non	
14	Farine Infantile améliorée	Bénéficiaire 14	Féminin	30	50.000	Matières premières (céréales, soja, etc.), bassines	Oui	Oui

Source : Sarah et al. (2024) & Données de terrain, Août 2025

De ce tableau, 57,1 % des innovateurs sont des hommes et 42,9 % sont des femmes. Les bénéficiaires ont un âge moyen d'environ 35 ans et reçoivent le FIL sous la forme d'une subvention dont le montant moyen est de 74.000 FCFA.

Globalement, les fonds ont été utilisés pour l'acquisition d'équipements, l'achat d'intrants et le renforcement des capacités de production. Près de la moitié (43%) des initiatives appuyées débouchent sur la commercialisation des produits et présentent, pour plusieurs d'entre elles, un caractère innovant et durable. Plusieurs bénéficiaires ont affirmé ce qui suit :

"Ces fonds m'ont permis d'avoir deux bassines, une grande marmite, deux bassines de beurre de karité et deux plastiques. Ces équipements m'ont permis de faire du beurre de karité en bonne quantité." (Entretien n°1 : Bénéficiaire 2, Bembéréké, 08.08.2025)

"Le fonds a permis d'avoir du matériel pour l'avancement de l'activité. J'ai acquis un pyrolyseur et des sacs pour le stockage des produits. Ces équipements ont augmenté la rapidité dans la préparation de cet engrais." (Entretien n°1 : Bénéficiaire 5, Bembéréké, 08.08.2025)

"Le fonds m'a permis d'avoir une machine à moudre, des emballages et des étiquettes pour le produit. Les étiquettes et emballages attirent plus la clientèle." (Entretien n°6 : Bénéficiaire 1, Bembéréké, 08.08.2025)

"Grâce aux fonds, j'ai pu acheter une capsuleuse, des bassines et des seaux. Je n'avais pas ces équipements mais quand je les ai eus par les fonds, ils ont augmenté la rapidité et l'efficacité de ma production." (Entretien n°7 : Bénéficiaire 3, Bembéréké, 08.08.2025)

"Avec les fonds, j'ai acheté une machine, une marmite, une table pour former les beignets, une écumoire, une passoire en aluminium. Je n'avais pas la machine auparavant, donc j'étais obligé d'aller payer quelqu'un pour utiliser sa machine. Mais maintenant que j'ai mes propres équipements, je prépare mes beignets plus rapidement et les gens viennent payer aussi chez moi pour utiliser ma machine." (Entretien n°10 : Bénéficiaire 9, Tchaourou, 09.08.2025)

"Avec les fonds, j'ai pu avoir des marmites, des passoires et des sacs de soja. J'avais quelques difficultés à produire en grande quantité quand je n'avais pas ces équipements et intrants. Mais maintenant, ça a augmenté ma productivité." (Entretien n°11 : Bénéficiaire 12, Tchaourou, 09.08.2025)

Ces témoignages des bénéficiaires montrent que le FIL a principalement servi à l'achat d'équipements de production adaptés à chaque innovation, ce qui a facilité le travail et a permis d'augmenter la rapidité et la quantité de production des bénéficiaires.

3.2. Amélioration des revenus et de la productivité des bénéficiaires

Au-delà, du renforcement des actifs de production, l'effet du FIL a été observé sur l'amélioration du revenu des bénéficiaires. Cette amélioration est essentiellement due à la création de nouvelles activités génératrices de revenus (AGR) et le renforcement de celles existantes. Les bénéficiaires ayant commercialisé leurs innovations sont ceux qui ont vu leurs innovations se transformer en une AGR directe devenue leur source principale de revenu. Ceci leur permet d'avoir une source

de revenu stable et de subvenir convenablement à leurs besoins. Quelques bénéficiaires ont déclaré :

"Cette initiative est devenue pour moi la source principale qui me rapporte de l'argent. Je faisais du beurre de karité mais en petite quantité. Mais grâce aux fonds que j'ai reçus, je peux faire en grande quantité, en vendre et avoir de l'argent" (Entretien n°1 : Bénéficiaire 2, Bembéréké 08.08.2025)

"J'ai effectivement commencé à produire et à vendre du yaourt de soja avec les fonds que j'ai reçus. Cette initiative n'a pas permis d'initier une autre activité génératrice de revenu, mais elle est devenue elle-même pour moi une autre source de revenu en plus de ce que je faisais." (Entretien n°6 : Bénéficiaire 1, Bembéréké, 08.08.2025)

"Mon activité a vraiment démarré quand j'ai reçu les fonds. Je faisais de l'arachide en ajoutant mon innovation mais c'était en petite quantité, ça ne me rapportait pas beaucoup. Depuis que j'ai reçu les fonds, j'ai commencé à préparer les beignets d'arachide en plus grande quantité et ça me rapporte de l'argent. C'est mon activité principale maintenant." (Entretien n°10 : Bénéficiaire 9, Tchaourou, 09.08.2025)

"Je faisais du fromage de soja avant en ajoutant des condiments quelques fois, mais depuis que j'ai reçu ces fonds, c'est devenu mon activité principale. Je fais maintenant du fromage de soja [...]" Entretien n°11 : Bénéficiaire 12, Tchaourou, 09.08.2025)

Ces témoignages des bénéficiaires révèlent que le FIL a un effet structurant sur leurs sources de revenus. Grâce à ces fonds, l'innovation initialement pratiquée se transforme en AGR principale. Les bénéficiaires ont pour la plupart accru leur niveau de production et augmenté leurs revenus. Le tableau 4 présente l'évolution du niveau de revenu des bénéficiaires ayant commercialisé leurs innovations avant et après l'obtention du FIL :

Tableau 4: Variations des revenus des bénéficiaires après avoir bénéficié du FIL

Bénéficiaires	N° d'entretien	Innovation commercialisée	Revenu Avant FIL	Revenu Après FIL	Variation (FCEA)	Taux d'évolution
Bénéficiaire 1	5	Oui	50000	90000	40000	80%
Bénéficiaire 2	6	Oui	0	20000	20000	Source de revenu créée
Bénéficiaire 3	7	Oui	10000	30000	20000	200%
Bénéficiaire 12	8	Oui	15000	25000	10000	67%
Bénéficiaire 14	9	Oui	15000	40000	25000	167%
Bénéficiaire 9	12	Oui	15000	30000	15000	100%

Source : Données de terrain, Août 2025

D'après le tableau 4, la commercialisation des innovations a entraîné une augmentation des revenus chez tous les bénéficiaires concernés. Les revenus après FIL sont systématiquement supérieurs aux revenus initiaux, avec des hausses allant de 67% à 200%. Un bénéficiaire qui n'avait aucune source de revenu auparavant a même pu en créer une, grâce au FIL reçu. Ces résultats indiquent que l'innovation commercialisée a contribué à améliorer les performances économiques et la capacité de génération de revenus des bénéficiaires.

Pour les bénéficiaires dont les innovations n'étaient pas orientées vers la commercialisation, le FIL a principalement permis de renforcer et améliorer des pratiques d'élevage déjà existantes, sans créer une nouvelle AGR. Les innovations mises en œuvre ont contribué à améliorer la santé des animaux, réduire les pertes et accroître la productivité et la reproductivité, ce qui constitue un levier indirect d'augmentation des bénéfices à moyen terme, plutôt qu'une hausse immédiate du revenu mensuel. Voici quelques témoignages des bénéficiaires :

"Mon innovation consistait à soigner la peste des volailles avec du beurre de karité. Les fonds m'ont permis de le faire sur mes volailles et ça a donné de bon résultat. Mes volailles sont

plus en bonne santé. Cela a augmenté ma productivité." (Entretien n°3 : Bénéficiaire 6, Bembéréké, 08.08.2025)

"J'ai pu mettre en œuvre mon innovation grâce aux fonds que j'ai reçus. Il m'a permis uniquement de préparer la provende bio locale pour mes animaux en ferme. Cela a augmenté ma productivité. Mes ovins se sont bien développés" (Entretien n°5 : Bénéficiaire 7, Bembéréké, 08.08.2025)

"L'innovation que j'ai présentée est l'élevage des porcs avec une technique pour castrer les porcins mâles issus d'une même génitrice pour éviter la consanguinité. Les fonds m'ont permis d'insérer cela dans ma production avec une nouvelle race de porc. Lorsque je fais la castration des porcins mâles, ça évite les mises-bas précoces chez les femelles de même génitrice. Cela m'évite des pertes." (Entretien n°8 : Bénéficiaire 11, Tchaourou, 09.08.2025)

"Mon innovation a effectivement démarré grâce aux fonds qu'on m'a remis. J'ai un nouvel enclos pour mes volailles et j'ai commencé à adopter mes poules avec du basilic. Grâce à cela, je confie les poussins de plusieurs mères à une seule, ça permet aux autres de vite retourner à la ponte. En faisant cela, ça a augmenté la quantité de mes volailles" (Entretien n°9 : Bénéficiaire 8, Tchaourou, 09.08.2025)

Ces affirmations attestent que le FIL a joué un rôle crucial dans le renforcement et l'optimisation de la productivité agricole de ces derniers, en réduisant les pertes, en renforçant la santé du cheptel et en augmentant la capacité de reproduction.

3.3. Effet du FIL sur la sécurité alimentaire des ménages

Le tableau 5 présente les valeurs des indicateurs de sécurité alimentaire calculées à partir des données de terrain :

Tableau 5: Amélioration de la sécurité alimentaire chez les bénéficiaires

Sites	Ménages	Indicateurs de sécurité alimentaire		
		SCA	SDAM	PDA
Bembéréké	1. Bénéficiaire 1	81,5	5	40%
	2. Bénéficiaire 2	80	6	40%
	3. Bénéficiaire 3	70	5	38%
	4. Bénéficiaire 4	68	4	67%
	5. Bénéficiaire 5	84,5	6	40%
	6. Bénéficiaire 6	65	5	63%
	7. Bénéficiaire 7	100	7	50%
Tchaourou	8. Bénéficiaire 8	94	5	42%
	9. Bénéficiaire 9	48	4	67%
	10. Bénéficiaire 10	70,5	7	42%
	11. Bénéficiaire 11	78	7	40%
	12. Bénéficiaire 12	90	6	53%
	13. Bénéficiaire 14	55	4	50%

Source : Données de terrain, Août 2025

❖ Consommation alimentaire des ménages

Le score de consommation alimentaire (SCA) moyen chez l'ensemble des bénéficiaires du FIL est de 77. Tous les bénéficiaires enquêtés présentent donc un score de consommation relativement élevé. Par rapport au seuil de vérification, 100% des bénéficiaires enquêtés ont un score supérieur à 35 comme l'illustre la Figure 3.

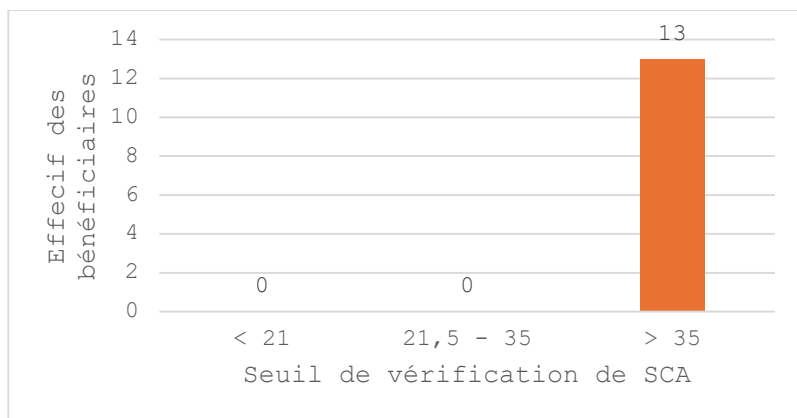


Figure 3: Effectif des bénéficiaires pour chaque seuil de SCA

Source : Données de terrain, Août 2025

On peut en déduire que les bénéficiaires du FIL enquêtés ont une alimentation adéquate ; ils sont donc en situation de consommation alimentaire acceptable. Ce résultat suggère que le FIL a contribué à lever certaines contraintes structurelles liées à l'accès à l'alimentation. L'augmentation de SCA ne reflète donc pas uniquement une hausse ponctuelle de la consommation mais traduit aussi un renforcement de la capacité des ménages à s'assurer une alimentation suffisante et régulière grâce au FIL.

Les bénéficiaires eux-mêmes affirment avoir observé des améliorations significatives dans la qualité et la quantité de leur alimentation :

"Je n'avais pas de revenu pour contribuer à l'alimentation à la maison. C'est mon mari qui prenait soin de tout. Mais depuis que j'ai des revenus grâce aux fonds, je peux acheter plus d'aliments à la maison. Notre consommation d'aliment a aussi quantitativement augmenté ; nous mangeons maintenant plus qu'on en était

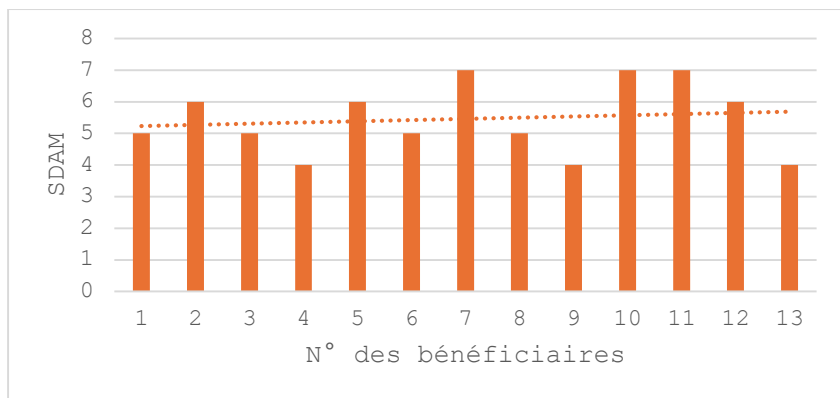
capable avant" (Entretien n°1 : Bénéficiaire 2, Bembéréké 08.08.2025)

"Lorsque les vers attaquent mes légumes dans mon jardin, elles deviennent sèches et détruisent la qualité de la sauce. Mon innovation était de fabriquer des pesticides bio avec des os d'animaux pour lutter contre ces vers. Depuis que je l'ai fait grâce aux fonds que j'ai reçus, mes légumes sont en bonne santé et ma sauce est de meilleure qualité." (Entretien n°4 : Bénéficiaire 4, Bembéréké 08.08.2025)

Ces témoignages attestent que la consommation alimentaire des bénéficiaires s'est considérablement améliorée tant quantitativement que qualitativement. Grâce au FIL, la bénéficiaire 1 a pu augmenter la quantité des aliments consommés dans son ménage et la bénéficiaire 4 a renforcé la qualité de l'alimentation de son ménage. Ces témoignages mettent en évidence une augmentation du pouvoir d'achat alimentaire, notamment à travers la génération de revenus propres par les bénéficiaires et une amélioration de la qualité des aliments consommés. Le FIL apparaît donc comme un levier pour l'accès à l'alimentation.

❖ *Diversité alimentaire des ménages*

Le score de diversité alimentaire (SDAM) moyen chez l'ensemble des bénéficiaires est d'environ 5,5. Le SDAM est aussi relativement élevé chez la majorité des bénéficiaires. La Figure 4 présente le SDAM par ménage.



:

Figure 4: SDAM par ménage de bénéficiaires enquêtés

Source : Données de terrain, Août 2025

D'après la Figure 4, cinq bénéficiaires sur 13 (38%) présentent le plus grand score qui est de 7. Ce qui traduit que les bénéficiaires consomment une large palette de groupes alimentaires. Les bénéficiaires du FIL ont consommé la majorité des groupes d'aliments existants. Ils sont alors en situation de diversité alimentaire acceptable.

D'après la Figure 4, cinq bénéficiaires sur 13 (38%) présentent le plus grand score qui est de 7, et trois sur 13 (23%) présentent le plus petit score qui est 4. Les bénéficiaires du FIL ont consommé la majorité des groupes d'aliments existants. Ils sont alors en situation de diversité alimentaire acceptable.

Ces données sont confirmées par les affirmations de quelques bénéficiaires sur la manière dont leurs alimentations ont été diversifiées depuis qu'ils ont bénéficié du FIL :

"Nous consommons tous presque la même chose mais en quantité et qualité différentes. La

cuisine se faisait une fois par jour. Mais avec ces fonds dont nous avons bénéficié, nous sommes désormais capables de manger trois fois par jour. Notre alimentation s'est améliorée bien que nous n'ayons pas intégré de nouveaux aliments. On ne mangeait pas souvent avec accompagnement, mais maintenant on mange plus souvent avec accompagnement" (Entretien n°6 : Bénéficiaire 1, Bembéréké 08.08.2025)

"J'ai une ferme de poules et de moutons. Avant les fonds, on mangeait de temps en temps de la viande dans les repas. Quand j'ai reçu le fonds pour réaliser mon innovation, l'effectif de mes poules s'est vraiment accru. Maintenant à la maison, on ne prend aucun repas sans de la viande." (Entretien n°9 : Bénéficiaire 8, Tchaourou 09.08.2025)

Ces témoignages soulignent que l'amélioration de la diversité alimentaire ne repose pas nécessairement sur l'introduction de nouveaux aliments mais davantage sur l'augmentation de la fréquence de consommation de certains groupes d'aliments auparavant consommés occasionnellement et l'intégration plus régulière d'accompagnements protéïques et nutritionnels. En ce sens, le FIL contribue à renforcer la résilience nutritionnelle des ménages des bénéficiaires.

❖ *Vulnérabilité économique des ménages*

La Figure 5 présente la Part des Dépenses Alimentaires (PDA) estimée par ménage enquêté.

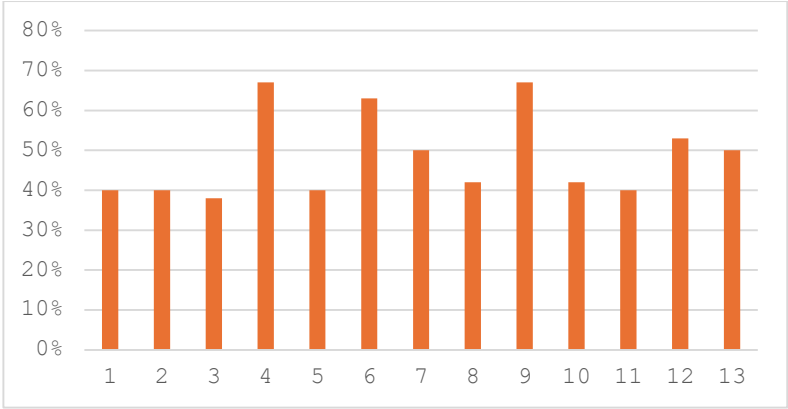


Figure 5: PDA par ménage

Source : Données de terrain, Août 2025

D’après la Figure 5, on constate qu’un seul bénéficiaire présente la plus petite PDA qui est de 38% et deux bénéficiaires présentent la plus grande PDA qui est de 67%. Globalement, les ménages des bénéficiaires consacrent environ 50% de leurs dépenses mensuelles à l’alimentation. La Figure 6 révèle la situation de vulnérabilité économique des ménages en fonction des seuils de PDA :

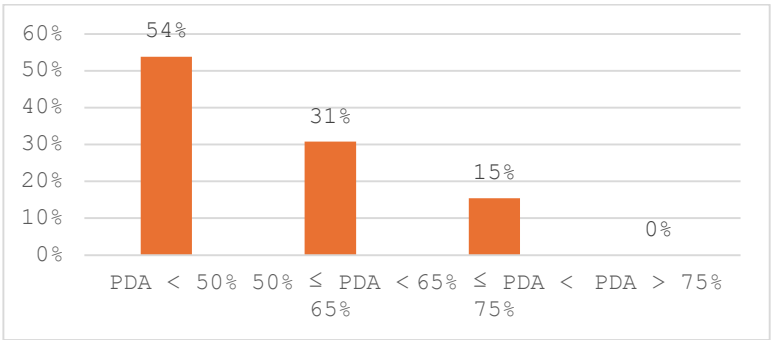


Figure 6: Pourcentage des bénéficiaires selon les seuils du PDA

Source : Données de terrain, Août 2025

La Figure 6 montre que 54% des bénéficiaires consacrent moins de 50% de leurs dépenses mensuelles à l'alimentation. Pour 31% des bénéficiaires, les dépenses alimentaires représentent 50 à 65% des dépenses totales mensuelles, pendant que 15% d'eux situent leur PDA mensuelle entre 65% et 75%. Aucun bénéficiaire ne consacre plus de 75% des dépenses mensuelles à l'alimentation.

On peut retenir que 54% des bénéficiaires du FIL sont dans une situation de vulnérabilité économique faible, 31% en vulnérabilité économique moyenne et 15% en vulnérabilité économique élevée.

Cette analyse met en évidence une réduction relative de la vulnérabilité économique des ménages. Cette réduction suggère que le FIL a permis un soulagement des ménages par rapport aux charges alimentaires.

Les témoignages suivants renchérissent cette tendance de vulnérabilité observée chez les bénéficiaires :

*"J'ai remarqué du changement dans notre alimentation à la maison depuis que j'ai reçu les fonds. Nous mangeons un peu mieux qu'avant. Grâce aux intérêts que mon innovation m'a générés, je soutiens mon mari en contribuant à acheter plus de nourriture à la maison."
(Entretien n°10 : Bénéficiaire 9, Tchaourou 09.08.2025)*

"J'ai bénéficié des fonds depuis plus d'un an maintenant. Depuis que ces fonds m'ont aidé à réaliser mon innovation et à la vendre, la charge des dépenses alimentaires est devenue moindre

*pour nous à la maison." (Entretien n°12 :
Bénéficiaire 14, Tchaourou 09.08.2025)*

En somme, les résultats montrent que le FIL a contribué de manière tangible à l'amélioration de l'alimentation des ménages bénéficiaires. Les effets se manifestent à plusieurs niveaux : une augmentation de la fréquence et de la quantité des repas, une diversification qualitative et quantitative ainsi qu'une diminution des charges alimentaires. En d'autres termes, le FIL a permis aux ménages de mieux se nourrir, tout en ayant une charge moindre de dépenses alimentaires.

3. Discussion

Cette étude a analysé l'effet des Fonds d'appui à l'Innovation Locale (FIL) sur la sécurité alimentaire et le renforcement des moyens de subsistance des ménages dans deux communes rurales du Nord-Bénin. Les résultats obtenus sur la base des données collectées en août 2025, ont montré que le FIL a eu un effet global positif sur les pratiques productives, les stratégies alimentaires des bénéficiaires et la sécurisation des moyens de subsistance.

Le FIL a joué un rôle structurant dans le renforcement des moyens de subsistance des bénéficiaires. Les témoignages collectés montrent que certains bénéficiaires ont transformé leurs innovations en véritables sources principales de revenus. Pour d'autres, ils n'ont pas créé de nouvelles AGR, mais ont renforcé celles existantes. Ces innovations ont ainsi bénéficié d'une meilleure organisation, d'équipements adaptés et d'une plus grande efficacité, ce qui contribue à la sécurisation et l'élargissement des revenus des ménages. Ces résultats s'inscrivent parfaitement dans la perspective de Chambers & Conway (1992, p.10), qui stipule que le renforcement des actifs financiers, matériels et productifs accroît la résilience et la sécurité des ménages. Conformément aux travaux de Gutiérrez

Cano et al. (2023, p.8-10), le FIL a renforcé les actifs productifs financiers et organisationnels des bénéficiaires, améliorant leur capacité d'adaptation face aux chocs économiques et climatiques. Nos résultats convergent aussi avec ceux de Ellis (2000, p.145) et Kansime & Mastenbroek (2016, p.226-228) qui ont démontré que l'appui aux innovations paysannes facilite la transition de petites activités de subsistance vers des initiatives commerciales et réduit les risques en milieu rural.

Au-delà du renforcement des moyens de subsistance des bénéficiaires, le FIL a eu un effet tangible et positif sur la sécurité alimentaire des ménages bénéficiaires. Les indicateurs utilisés révèlent une situation globalement favorable. La totalité des bénéficiaires présente une consommation alimentaire adéquate, avec un SCA moyen largement supérieur au seuil critique. De même, la diversité alimentaire observée traduit une alimentation équilibrée et variée, rejoignant ainsi les standards établis par le Programme Alimentaire Mondial (PAM) et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Enfin, la part dépenses alimentaires (50% en moyenne) situe la majorité des ménages dans une zone de vulnérabilité économique faible à moyenne, ce qui atteste d'un allègement des charges alimentaires grâce aux revenus générés par les innovations. Ces données chiffrées sont cohérentes avec les perceptions exprimées par les bénéficiaires qui témoignent d'une amélioration quantitative et qualitative de leur alimentation devenue plus régulière que par le passé. Ces résultats corroborent ceux de Maxwell et al. (2014, p.112) selon lesquels la sécurisation des revenus locaux a un effet direct sur la régularité et la qualité de l'alimentation. Cette articulation rejoint les analyses d'Anser et al. (2021, p.10-12.) qui montrent que l'innovation couplée à l'inclusion sociale constitue un déterminant majeur de la sécurité alimentaire dans les contextes ouest-africains, notamment lorsqu'elle cible les populations vulnérables. Ainsi, le FIL a contribué au renforcement de la

sécurité alimentaire à travers l'amélioration de la disponibilité, de l'accès et de l'utilisation adéquate des aliments, tant par l'augmentation de la production vivrière que par le renforcement des capacités des ménages à générer des revenus destinés à l'achat d'aliments complémentaires.

Cette compréhension de l'effet du FIL sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance apporte une contribution significative aux débats scientifiques en cours sur l'influence de l'accès au financement sur les conditions de vie des communautés agricoles. L'étude a ainsi mis en évidence que le FIL constitue un instrument efficace de développement local, capable de stimuler l'innovation paysanne, de renforcer les moyens de subsistance et d'améliorer la sécurité alimentaire.

4. Conclusion

Cet article a exploré l'effet du FIL sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des bénéficiaires au Nord-Bénin à travers une analyse mixte (qualitative et quantitative descriptive). Les résultats ont montré d'une part, que le FIL a constitué un levier important pour stimuler les initiatives locales et permettre à plusieurs bénéficiaires de transformer leurs innovations paysannes en AGR, contribuant ainsi à la diversification des sources économiques et à l'augmentation des revenus des ménages. Cela renforce leurs moyens de subsistance et leur résilience face aux chocs socio-économiques et climatiques. D'autre part, l'analyse des indicateurs de sécurité alimentaire a également révélé des progrès tangibles dans la qualité, la diversité et la quantité des repas, traduisant une amélioration du bien-être des ménages bénéficiaires.

Cette étude souligne que le recours à des mécanismes de financement alternatif comme le FIL constitue une voie essentielle pour améliorer les conditions de vie et réduire les inégalités sociales en milieu rural. En termes d'implications, les

résultats invitent les politiques publiques béninoises à dépasser les dispositifs financiers classiques et à intégrer des mécanismes alternatifs de financement, tels que le FIL, dans leurs stratégies agricoles et sociales. Une telle intégration permettrait de soutenir plus efficacement les populations rurales, de valoriser les initiatives locales et de promouvoir un développement inclusif et durable.

Toutefois, pour garantir la durabilité et l'extension des impacts positifs observés, il serait pertinent d'élargir le dispositif FIL, de le coupler avec un meilleur accompagnement technique et organisationnel, et de favoriser des synergies avec les politiques publiques agricoles. En ouvrant la réflexion à d'autres contextes, il apparaît que le FIL pourrait constituer un modèle transférable à d'autres régions du Bénin et de l'Afrique de l'Ouest, contribuant ainsi à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD), en particulier l'ODD2, relatif à l'éradication de la faim.

5. Références bibliographiques

AFD (Agence Française de Développement), 2012. *Rapport du Comité d'experts de haut niveau auprès du Groupe de pilotage sur le financement innovant de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et de la nutrition*, Agence Française de Développement (AFD). Paris

AFI (Alliance for Financial Inclusion), 2012. *The first G20 Global Partnership for Financial Inclusion (GPFI) Forum*, Alliance for Financial Inclusion (AFI), Riviera Maya (Mexico)

AFOLABI Babatunde, AYODELE Ademola, DARAMOLA Kehinde et ADEWUMI Pelumi, 2022, « Agricultural Financing and Economic Growth in Nigeria », in *Fuoye Journal of Finance and Contemporary Issues*, Vol. 1, N°1, pp. 16-28.

AKINLO Anthony, 2011, « Policy choices and challenges in expanding access to finance for growth in rural Nigeria », in *Economic and Financial Review*, Vol. 49, N°4, pp. 77-89.

ANSER Muhammad Khalid, GODIL Danish Iqbal, ADEROUNMU Busayo, ONABOTE Ademola, OSABOHIEN Romanus, ASHRAF Junaid, et PENG Michael Yao-Ping, 2021, « Social Inclusion, Innovation and Food Security in West Africa », in *Sustainability*, N°13, 2619.

AKPA Armand, CHABOSSOU Augustin et DEGBEDJI Fabrice, 2020, « Analyse de l'effet de l'inclusion financière sur la croissance agricole au Bénin », in *Annales des Sciences Economiques de l'UAC*, Vol. 2, N°1, pp. 1-16.

BOCOUM Ibrahima, 2012, « Insécurité alimentaire au Mali. Identifier les ménages vulnérables avec précision », in *Perspective*, N°14, pp. 1-4.

CFS (THE COMMITTEE ON WORLD FOOD SECURITY), 2011. *The Committee on World Food Security (CFS): The Right Time for the Committee on World Food Security*, The United Nations' Food and Agriculture Organization, Rome

CHAMBERS Robert et CONWAY Gordon, 1992. *Sustainable rural livelihoods: practical concepts for the 21st century* (Discussion Paper No. 296), Institute of Development Studies, London

CHHATRE Ashwini, DEUSKAR Prachi, MOHIB Javed et BHARDWAJ Deepanshi, 2023, « Financial inclusion helps rural households address climate risk », in *Scientific Reports*, Vol. 13, N°1, 7929.

DFID, 1999. *Sustainable Livelihoods Guidance Sheets*, Department for International Development (DFID), London

DGCS-ODD (DIRECTION GENERALE DE LA COORDINATION ET DU SUIVI DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT DURABLE), 2019. *Rapport national de spatialisation des cibles prioritaires des ODD au Bénin*.

Ministère d'État Chargé du Plan et du Développement, Cotonou

DGPD (DIRECTION GENERALE DES POLITIQUES DE DEVELOPPEMENT), 2023. *Stratégie Nationale d'Inclusion Financière du Bénin (SNIF 2023-2027)*, Gouvernement du Bénin, Cotonou

DJOHY Georges et LOHOUNME Kérine Giovania., 2024, « Effets des fonds d'actions sur l'empowerment des femmes des communautés agro-pastorales du Nord-Bénin », in Annales de l'Université de Moundou, Série A-FLASH. Vol. 11, N°2, pp. 141-178.

ELI-FaNS Benin, 2023. *Document de présentation des sites du projet ELI-FaNS*, ELI-FaNS Benin, Parakou

ELLIS F, 2000. *Rural Livelihoods and Diversity in Developing Countries*, Oxford University Press, Oxford

GUTIÉRREZ CANO Luis Fernando, ZARTHA SOSSA Jhon Wilder, OROZCO MENDOZA Gina Lía, SUÁREZ GUZMÁN Lina María, AGUDELO TAPASCO Diego Alejandro et QUINTERO SAAVEDRA Jorge Iván, 2023, « Agricultural innovation system: analysis from the subsystems of R&D, training, extension, and sustainability », in *Frontiers in Sustainable Food Systems*, N°7, 1176366.

HABIB Nusrat, ARIYAWARDANA Anoma et AZIZ Ammar Abdul, 2023, « The influence and impact of livelihood capitals on livelihood diversification strategies in developing countries: a systematic literature review », in *Environmental Science and Pollution Research*, Vol. 30, N°27, pp. 69882-69898.

INSAE (INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DE L'ANALYSE ECONOMIQUE), 2016. *Cahier des villages et quartiers de ville du département du Borgou (RGPH-4, 2013)*, Ministère du Plan et du Développement, Cotonou.

INSAE (INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DE L'ANALYSE ECONOMIQUE), 2015. *RGPH4 : Que retenir des effectifs de population en 2013 ?*, Ministère du

Développement, de l'Analyse Économique et de la Prospective, Cotonou.

ILLESANMI Julius Olumide, BELLO Temitope Olanrewaju, OLADOYIN Olanrewaju Peter et AKINBOLA Adeyose Emmanuel, 2024, « Evaluating the effect of microcredit on rural livelihoods: A case study of farming households in Southwest Nigeria », in *International Journal of Economic, Finance and Business Statistics*, Vol. 2, N°5, pp. 289–302.

KANSIIME Monica, et MASTENBROEK Astrid, 2016. « Enhancing resilience of farmer seed system to climate-induced stresses: Insights from a case study in West Nile region, Uganda », in *Journal of Rural Studies*, N°47, pp. 220-230.

KENNEDY Gina, BALLARD Terri et DOP MarieClaude, 2011. *Guidelines for measuring household and individual dietary diversity*, United Nations' Food and Agriculture Organization, Rome

KITWIMA MAGEMBE Yohane, et BAI Min, 2025, « Sustainable Development Goals and Agricultural Finance », in *Journal of Economic Analysis*, Vol. 4, N°4, pp. 79-100.

LAWIN Kotchikpa Gabriel, TAMINI Lota Dabio et BOCOUM Ibrahima, 2018. *The impact of microcredit on farms and rural household: a literature review of experimental studies*, Centre Interuniversitaire de Recherche en Analyse des Organisations (CIRANO), Montréal

LELISHO Aregash Esayas et LELISHO Mesfin Esayas, 2024, « Impact of credit use on crop productivity and gross income of smallholder farmers: A propensity score matching approach », in *Discover Agriculture*, Vol. 2, N°38, pp. 1-20

MAXWELL Daniel, VAITLA Bapu et COATES Jennifer, 2014, « How do indicators of household food insecurity measure up? An empirical comparison from Ethiopia », in *Food Policy*, N°47, pp. 107-116.

MOHAMMAD Anber Abraheem, MOHAMMAD Suleiman Ibrahim, AL-ORAINI Badrea, VASUDEVAN Asokan, HUNITIE Mohammad Faleh Ahmmad et ISMAEL Bader, 2025, « The impact of agricultural credit on farm productivity, employment, and rural development: Empirical evidence from Jordan's agricultural sector », in Pakistan Journal of Agricultural Research, Vol. 38, N°3, pp. 20-31.

MTINDYAK Jailos, 2019, « Assessment of Contribution of the Financial Inclusion on Rural Households Livelihood in Tanzania: A Case of Iringa District », in International Journal of Academic Accounting, Finance et Management Research, Vol. 3, N°4, pp. 10-20.

NATARAJAN Nithya, NEWSHAM Andrew, RIGG Jonathan et SUHARDIMAN Diana, 2022. « A sustainable livelihoods framework for the 21st century », in World Development, N°155, 105898.

NDIAYE Malick, 2014. *Indicateurs de la sécurité alimentaire*, Programme Alimentaire Mondial / Bureau Régional pour l'Afrique de l'Ouest, Dakar.

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL (OIT), 2019. *Développer l'économie rurale par l'inclusion financière: le rôle de l'accès au financement*, Notes d'orientation des politiques sur le travail décent dans l'économie rurale, Organisation internationale du Travail, Genève

PAM (PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL), 2009. *Manuel d'évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence* (2^e éd), Programme alimentaire mondial (PAM), Service de l'analyse de la sécurité alimentaire (VAM), Rome

PAM (PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL), 2014. *Guide Technique: Approche consolidée du PAM pour le compte-rendu des indicateurs de la sécurité alimentaire (CARI)*, Programme alimentaire mondial (PAM), Service de l'analyse de la sécurité alimentaire (VAM), Rome

PNUD (PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT), 2015. *Rapport national sur le développement humain 2015: agriculture, sécurité alimentaire et développement humain au Bénin*, PNUD, Cotonou.

PROLINNOVA, 2012. *Farmers' direct access to RetD resources accelerates local innovation* [Policy brief], Prolinnova International Secretariat, Leusden.

PROLINNOVA, 2020. *Lignes directrices méthodologiques B: Travailler avec les fonds/facilités d'appui à l'innovation locale (FIL)*, Prolinnova International Secretariat, Dakar.

PROLINNOVA, 2025. *À propos de Prolinnova*. <https://prolinnova.net/about-prolinnova/> (consulté le 05/01/2026).

RAKESH Mohan, 2006. Economic Growth, Financial Deepening and Financial Inclusion, in Reserve Bank of India Bulletin, N°2006, pp. 1305-1320

RANAIVOMANANA Lala, 2013. *Étude de diversification des moyens de subsistance à Madagascar* (Report No. SF-FAO/2013/26), FAO-SmartFish Programme of the Indian Ocean Commission, Ebene (Mauritius).

SARAH Nicole, KOUTCHORO Toussaint, DJOHY Georges et ADJE Léonard, 2024. *Rapport d'évaluation des FIL*, Better Life ONG et Prolinnova-Bénin, Parakou

SIYOUM Aschale Dagnachew, HILHORST Dorothea et PANKHURST Alula, 2012. « The differential impact of microcredit on rural livelihoods: Case study from Ethiopia », in International Journal of Development and Sustainability, Vol. 1, N°3, pp. 957-975.

SOSSOU Comlan Hervé, 2015. *Le financement de l'agriculture au Bénin: stratégies de gestion et d'adaptation des exploitations agricoles*, Université de Liège, Liège

THORBECKE Erik et JUNG Hong-Sang, 1996, « A multiplier decomposition method to analyze poverty

alleviation », in *Journal of Development Economics*, Vol. 48, N°2, pp. 279-300.

UNHCR (HAUT-COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES REFUGIES), 2014. *Stratégie globale pour les moyens de subsistance: une stratégie du HCR pour 2014-2018*, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), Genève

WATERS-BAYER Ann, VAN VELDHUIZEN Laurens, WONGTSCHOWSKI Mariana et KILLOUGH Scott, 2005. *Innovation support funds for farmer-led research and development* (IK Notes No. 85), Indigenous Knowledge (IK) / World Bank, Yirgalem (Ethiopia)

YESSIFOU Ayédesso Joski, AFOUDA Alix Servais et YABI Afouda Jacob, 2021. « Analyse des effets de l'adoption des variétés améliorées de maïs sur la sécurité alimentaire du ménage de l'adoptant au Nord-Bénin », in *European Scientific Journal*, Vol. 17, N°29, pp. 298-327.